

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ JED Vendredi 22 mai 2020

Le comité JED prend connaissance de la récente expertise du Dr Daniel Zagury dans le dossier Tariq Ramadan et questionne tant l'instruction qui l'a mandatée, que le fond et la forme de l'expertise en elle-même.

Bien que significativement positive pour la défense, puisque porteuse de certains éléments niés jusqu'à lors par la partie civile, la récente expertise psychiatrique rédigée par le Dr Zagury est problématique à bien des égards. La demande des juges constitue déjà en soit un biais puisqu'elle pose, sans aucun fondement scientifique, la possibilité de l'emprise, notion tant discutée y compris sur la scène scientifique. Or comment aurait-il pu y avoir « *emprise* » ou « *relation amoureuse* » dans un dossier où certaines plaignantes ont parlé de piéger Tariq Ramadan, et pour certaines avant même la première rencontre ? Notamment dans le cas de « Christelle », la deuxième plaignante, qui, avant même de rencontrer Tariq Ramadan, parlait de le piéger « sexuellement parlant » dans un « hôtel », comme le prouve l'enquête de la brigade criminelle.

Le rapport du Dr Zagury, qui affirme clairement que l'emprise « *n'explique pas tout* », tout en évoquant la possibilité d'emprise « *post-relation* », interroge tant sur la forme que sur le fond : les éléments soumis pour analyse au Dr Zagury semble incomplets ou tronqués, les éléments d'enquête de la brigade criminelle, qui infirment le récit des plaignantes, ne figurent pas dans l'expertise alors qu'ils contredisent clairement « la nuit de violence » décrite par les plaignantes. La répétition des accusations sexuelles calomnieuses, déjà proférées envers d'autres hommes par l'une d'elle, n'est pas non plus évoquée ni dans les questionnements de l'expert envers la plaignante ni dans le rapport. « Christelle » la deuxième plaignante, qui détenait plusieurs pages de soutien envers Marine le Pen dont « Femme-Patriote » et qui est à la tête d'un réseau nationaliste « Miogaror », apparaît dans l'expertise comme une femme qui aurait été dans l'ambivalence de la rencontre pour, entre autres, des « *questions religieuses et morales* » comme elle le déclare au psychiatre. Or il est prouvé aujourd'hui qu'elle est de mouvance extrême-droite et que sa relation à l'intellectuel n'avait aucun rapport à la religion. De deux choses l'une : soit le Dr Zagury n'avait pas tous ces éléments en main et alors son expertise est à plus forte raison invalidée ; soit il les a volontairement négligés et alors on peut questionner l'objectivité de son approche, voire le parti-pris idéologique de son traitement. Dans le deux cas, nous dénonçons une politisation de l'instruction et une instrumentalisation de la demande d'expertise à des fins politiques.

L'expertise demeure cependant un détail dans la suite de l'instruction qui change de cap depuis quelques mois. En effet des éléments nouveaux qui vont dans le sens des enquêtes de la brigade criminelle prouvent que « Christelle » et « Brigitte » (la plaignante suisse) entre autres, échangeaient depuis 2008/2009 sur des sites, sans jamais parler de violence ni de viol, mais de dépit pour l'une et d'idéologie pour l'autre

et au centre de leur conversation la volonté de piéger Tariq Ramadan. Ces nouveaux éléments vont être versés au dossier.

Le comité JED dénonce fermement la politisation du dossier Tariq Ramadan, l'islamophobie ambiante et l'instrumentalisation des expertises. Notre comité qui s'est établi autour de notion de justice et d'égalité vise à faire respecter les droits de tout un chacun. L'instruction judiciaire que vit Tariq Ramadan depuis 2017 est la preuve que face à la loi nous ne sommes pas égaux. Nous exigeons qu'enfin les principes de neutralité, de droit et d'égalité soient respectés. Nous nous engageons dans ce chemin avec fermeté.

Comité JED
Justice - Egalité – Droit
Info.comitejed.com
+33 6 30 31 03 06

Le comité JED est un regroupement de citoyens œuvrant pour l'égalité des droits pour tout un chacun sans distinction. Il a été fondé en 2019 en marge des questionnements autour du dossier Tariq Ramadan symbole de la politisation d'une instruction et de l'islamophobie actuelle en France. Notre combat dépasse cependant ce dossier et vise à faire respecter les droits pour toutes les minorités, toutes les confessions et tous les citoyens faisant face à une justice qui nie leurs droits.